



L'APEC 2014 en Chine : du non-agir et de quelques riens

Article écrit par André Chieng,
Pékin, 01 Décembre 2014

Que s'est-il passé d'important ce 10 novembre 2014 ? Pour les media français, ce furent les suites du déjeuner Fillon-Jouyet. Pas un mot sur le sommet de l'APEC à Pékin ! Certes la France n'était pas conviée, ni aucun autre pays européen, mais était-ce un non-événement ? Ce fut un grand show: le tapis rouge lumineux ouvrant la voie au cortège des limousines, les 21 chefs d'état ou de gouvernement rassemblés devant un stade flamboyant, une ouverture digne des JO, un immense feu d'artifice,... mais ce ne fut qu'un grand spectacle. Rien de bien important ne se passa. Vraiment ?

I. Evénements et décisions :

Les chiffres du sommet ainsi que l'assistance impressionnent. En dehors de Xi, étaient présents Obama, Poutine, Abe, l'Australien Abbott, le Canadien Harper, la Coréenne Park, la Chilienne Bachelet, etc. représentant 40% de la population du monde, 57% de son PIB et 48% du commerce international. Du 10 au 12 novembre, se sont succédé des séances plénières, des rencontres bilatérales, un sommet de CEO, des accords, des discours,... Quoi de significatif?

Au final, ont été adoptés deux documents au contenu assez vague. Concrètement, l'APEC a approuvé de travailler sur un projet appelé FTAAP (Free Trade Area of the Asia Pacific), cher à Xi Jinping. De quoi s'agit-il ? Dans sa politique de *pivot vers l'Asie*, B. Obama utilise une arme économique, le *Trans-Pacific Partnership (TPP)*, vaste accord de libre-échange qui se négocie entre douze pays, sans la Chine. L'exclusion de celle-ci est purement politique : elle était au début justifiée par l'obligation de respecter des règles de démocratie et de respect des droits de l'homme. Cette fiction a été balayée quand le Vietnam a été admis dans le cercle. Et le Japon ne se gêne pas pour déclarer qu'il y trouve son principal mérite. Mais malgré la complicité politique entre les deux pays, le TPP bute toujours sur les différends agricoles entre Etats-Unis et Japon. Comment réagit la Chine ? Tout en réclamant une place dans le TPP, elle a lancé un projet plus large d'accord de libre-échange au sein des 21 pays de l'APEC, le FTAAP. C'est le coup d'envoi d'une étude sur ses conditions de réalisation qui a été lancé, avec remise des conclusions prévue fin 2016 ! Autant dire que c'est encore loin d'être une réalité. Autre initiative chinoise : le lancement d'une nouvelle Route de la Soie maritime, dite du XXIème siècle, aux objectifs encore incertains. De tous les événements de cette réunion de l'APEC, le seul qui ait attiré l'attention



des media européens fut l'accord sur le climat signé entre Xi et Obama, qualifié d'historique par ce dernier. Mais nombre d'observateurs en soulignent les insuffisances. Bref, si on se limitait à analyser chaque événement isolément, on serait tenté de conclure en effet que la montagne a accouché d'une souris.

II. Signaux faibles:

Cependant, en ces temps où le *big data* introduit de nouvelles notions, on peut aussi examiner l'APEC en s'attachant aux *signaux faibles*, ces signes avant-coureurs de ruptures événementielles. L'avenir peut parfois se lire dans une série de petits « riens ». Recherchons-les.

D'abord, la Chine a profité de l'occasion pour signer un traité de libre-échange avec la Corée du Sud, puis l'Australie. Ensuite elle a médiatisé un « rien » qui prête à sourire : la Route de la Soie maritime du XXIème siècle. Loin d'être une innovation, n'est-ce pas une idée du Moyen Age ? Mais observons-en le tracé. Il passe par de grands ports de Chine (Qingdao, Guangzhou) et d'autres moins connus (Quanzhou, Beihai, Haikou) avant de toucher l'Indonésie, la Malaisie, l'Inde, le Sri Lanka, le Kenya, ... Ce n'est ni la route la plus directe, ni la plus rapide, mais elle passe par des points stratégiques, souvent économiquement très en retard. Si on ajoute alors que la Chine prévoit de créer un fonds doté d'au moins 40 Mds de USD pour en financer les investissements, on voit se dessiner une stratégie en opposition avec le fameux consensus de Washington. Quand ce dernier prévoit de conditionner l'octroi de crédits au respect de règles politiques strictes, la Chine prône une méthodologie qu'elle expérimente avec succès depuis des décennies : développer des infrastructures pour favoriser l'accroissement des échanges et entraîner ainsi le développement économique. Cette Route maritime se double d'une Route terrestre traversant l'Asie centrale, l'Iran, l'Iraq, la Syrie, la Turquie, avec un détour par Moscou, à travers des pays négligés, souvent en guerre, où tout est à construire! Autre initiative chinoise: la Banque Asiatique d'Investissements en Infrastructures, basée à Shanghai, dotée initialement de 50 Mds de USD financés surtout par la Chine, rivale de la Banque Asiatique de Développement, dominée par les Etats-Unis et le Japon. Peut-on alors douter de la cohérence de cette politique ? La Chine exporte une méthodologie, des entreprises avides d'exercer leurs talents à l'étranger et le financement pour les accompagner. Qui pourra s'y opposer ?

Des considérations politiques peut-être. Le printemps 2014 a été marqué par une série de querelles à propos de la possession de petites îles : avec le Japon, les Philippines et le Vietnam. Dans ce dernier pays, de violentes manifestations se sont même produites ! On a pensé voir se créer un front antichinois des trois pays, avec l'assentiment tacite des Etats-Unis. Que constate-t-on aujourd'hui ? Les Philippines qui ont engagé une procédure contre la Chine au Tribunal International de la Haye se trouvent en fait



isolées, n'ayant pas réussi à mobiliser l'ASEAN contre la Chine. Même le Vietnam s'est récemment rapproché de celle-ci, laissant les Philippines sur la touche, plutôt inquiètes d'être écartées de la Route de la Soie maritime. Le président philippin en a tiré la conséquence : au sommet de l'ASEAN réuni au Myanmar juste après l'APEC de Pékin, Benigno Aquino III a considérablement adouci ses propos sur la Chine, ouvrant la voie à un rapprochement futur.

Quant aux relations Chine-Japon, les plus mauvaises depuis des décennies, elles ont été aussi marquées par un « rien » : la rencontre entre Xi et Abe lors de l'APEC. Dénuée de chaleur, vide de contenu, elle a fait l'objet d'intenses tractations et s'est tenue après que le Japon a reconnu l'existence d'un différend au sujet des îles Diaoyu. Minimisée côté japonais, la constatation de ce désaccord a été célébrée comme une avancée chinoise. Elle montre surtout que pour le Japon, rattrapé par la crise, une confrontation préjudiciable à ses intérêts en Chine n'était plus supportable.

Un autre « rien » doit aussi être noté : indépendant mais concomitant de l'APEC. On a assisté à l'invention d'une fête par les Chinois: le 11 novembre, jour des célibataires (cette date s'écrit uniquement avec des 1). Cette fête purement commerciale est née avec le e-commerce et s'internationalise rapidement. Jusqu'à présent, les Chinois importaient des fêtes occidentales (Noël, la Saint-Valentin, Halloween). Pour la première fois, ils exportent une fête inventée par eux ! Ce serait anecdotique si les enjeux commerciaux n'étaient considérables. Les ventes online d'Alibaba pour la seule journée du 11 novembre se sont élevées cette année à plus de 9 milliards de USD. Comparons ce chiffre avec le black Friday, grande fête de la consommation aux Etats-Unis. En 2013, les ventes online y avaient aussi battu un record... à 1,2 milliards de USD ! Dans le même temps, la Chine organisait une première : un Congrès « mondial » de l'internet qui n'a pas vraiment suscité de grand écho hors du pays, mais en Chine même toutes les stars de la hi-tech et le Premier Ministre y assistèrent. Où s'est-il tenu ? à Wuzhen, village pittoresque à l'architecture traditionnelle dans un Zhejiang, patrie de l'industrie exportatrice et du e-commerce. En a-t-on saisi la symbolique ? Haute technologie, mondialisation mais aussi culture chinoise sont les trois piliers de la Chine de demain !

III. L'art du non-agir :

L'Ecole taoïste prônait la politique du non-agir, à l'opposé de la tradition grecque du héros prométhéen se révoltant contre les dieux ! Cette tradition se perpétue encore de nos jours lorsque la Chine oppose sa politique de non-interférence au devoir d'ingérence proclamé par les Occidentaux. Ce non-agir est mal vu au point que Barack Obama a pu traiter la Chine de *passager clandestin* ! Pourtant, il vient d'apporter cet automne quelques succès éclatants à la Chine.



Le premier cas est l'Ukraine. Voilà un conflit qui ne fait que des perdants, à l'exception de la Chine qui en est le seul gagnant, alors même qu'elle s'en est tenue complètement à l'écart ! Et les gains de celle-ci sont considérables : après le contrat de gaz géant négocié entre la Chine et la Russie, conclu ce printemps après dix ans de négociations par une Russie, sanctionnée par l'Europe et les Etats-Unis, devant se tourner vers la Chine pour trouver des débouchés, un second contrat a été signé en marge du sommet de l'APEC tandis qu'un accord se concluait entre les deux pays pour développer en commun un avion long-porteur. On ne cesse de rappeler que ce rapprochement sino-russe n'est en rien un mariage d'amour. La belle affaire ! Ne sait-on pas depuis Balzac (ou *House of cards*) que l'amour n'est ni suffisant ni nécessaire à la solidité d'un mariage ?

Le second cas est la réponse de la Chine à la révolte des étudiants de Hong-Kong. Beaucoup ont parlé de « plus grand défi lancé au pouvoir chinois ». Quelle fut sa réponse ? D'abord, il a réaffirmé avec force que le problème de Hong-Kong était une affaire intérieure, faisant nettement savoir au monde qu'il ne tolérerait pas d'ingérence. Le message était surtout destiné à la Grande-Bretagne où certains voulaient que l'ancienne puissance coloniale examine si les mesures prises par Pékin n'allaient pas à l'encontre des accords négociés lors de la rétrocession. Cameron, soucieux de ne pas s'aliéner la Chine, se garda d'insister malgré les protestations virulentes de Chris Patten, dernier gouverneur de Hong-Kong. En dépit de la sympathie suscitée dans le monde par les étudiants, ceux-ci furent bientôt isolés de l'étranger. A Hong-Kong même, pendant quelque temps, ils jouirent d'un incontestable soutien de la population. Pékin joua pleinement du non-agir : fermant la porte à toute négociation, il laissa les étudiants occuper le centre de la ville, montra par des signes indirects que la prospérité de l'île dépendait de son bon vouloir (retard volontaire et politique à la connexion entre les bourses de Shanghai et de Hong-Kong) et attendit tranquillement que la lassitude de la population transforme peu à peu son appui en hostilité. Si l'édification des barricades à Hong-Kong fit la une de la presse mondiale, leur démantèlement s'est effectué dans un quasi silence médiatique. Dans les deux cas, la grande erreur serait de confondre *non-agir* et *passivité*. Car l'efficacité du non-agir nécessite une longue préparation et une grande maîtrise: si entre Russie et Chine, il n'y avait pas eu dix ans de négociations, les contrats de gaz n'auraient pu se signer et si dans son approche de Hong-Kong, Pékin avait manifesté la moindre hésitation, Admiralty prenait la voie de Tian An Men.

Oui, ce mois de novembre a été marqué par des riens, qui ne suscitent pas l'intérêt profond des journalistes. Pourtant, il y a peut-être dans ces riens quelques traits qui dessinent le monde de demain.